

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

L'agriculture familiale

Déclaration du groupe de la CGT

Disons-le sans ambages : l'ajout au rapport du texte de la délégation à la prospective et son contenu nous posent un problème. Cet exercice n'a pas sa place, à notre avis, dans un rapport sur l'état de la France puisqu'il est détaché par nature de la situation réelle. Au contraire, la question du travail devrait irriguer toute l'analyse de l'état actuel de la société française, elle devrait aussi être traitée autrement.

Le corps principal du rapport, quant à lui, constitue un travail de très bonne qualité. Il doit énormément à l'engagement, à la capacité de synthèse et au travail acharné de notre collègue chargée de rapporter.

Le groupe tient à remercier particulièrement la rapporteure car elle a permis à notre assemblée de produire une analyse solidement étayée de la crise économique, sociale, écologique, et d'en tirer une critique argumentée des politiques d'austérité.

Un chapitre devait être placé sous le signe du « ras-le-bol fiscal », ce slogan poujadiste visant à masquer ce qui rendrait le poids de la fiscalité insupportable à la majorité de nos concitoyens : l'insuffisance des richesses produites dans ce pays et de la part qui revient à ceux qui les créent par leur travail, notamment en raison de la profonde injustice de notre système fiscal. Heureusement, le rapport montre finalement que le consentement à l'impôt devrait reposer sur une meilleure maîtrise par les citoyens des choix qui président à l'orientation des dépenses publiques. Il souligne par exemple que les innombrables aides publiques versées aux entreprises devraient faire l'objet d'un examen sérieux de leur efficacité.

L'analyse économique et sociale proposée par le rapport met en lumière l'insuffisance de la demande. En ce qui concerne l'offre, la place centrale de l'emploi et de la lutte contre la précarité n'est pas oubliée ; il est fortement rappelé que la sortie de crise passe par des investissements, publics et privés, ciblés sur l'efficacité économique, sociale et environnementale.

Investissement crucial pour l'avenir, nos recommandations prennent en compte la colère et l'angoisse du monde de la recherche, et soutiennent sa demande d'un développement et d'une sécurisation des emplois scientifiques.

Le financement des investissements doit se faire par l'emprunt. Aussi le rapport préconise-t-il de réorienter le crédit bancaire au service de l'emploi et des investissements dans les PME. Il ne craint pas de se prononcer pour une nouvelle sélectivité de la politique monétaire en faveur de l'emploi, de la création de valeur ajoutée dans les territoires et de la préservation de l'environnement.

Il est significatif que ces préconisations, qui n'ont rien d'anodin et qui sont loin de procéder d'un consensus mou, rassemblent un large assentiment.

Le vote du groupe CGT a porté exclusivement sur le corps principal du rapport. Il a été positif.